



PREMIER MINISTRE

---

SERVICE DE PRESSE

**Discours du Premier ministre François FILLON**  
**Installation du Haut conseil de la science et de la technologie**

**Hôtel de Matignon, vendredi 15 janvier 2010**

Je viens d'installer la nouvelle équipe qui va constituer auprès de moi le Haut Conseil de la Science et de la Technologie.

Au moment où la France réitère ses engagements en faveur de la science et de la technologie et où nous choisissons d'investir massivement dans la connaissance, notamment à travers le grand Emprunt, nous avons plus que jamais besoin d'appuyer notre action sur une expertise scientifique solide et visionnaire.

Les lois récentes, sur la recherche en 2006 et sur les universités en 2007, ont ouvert une nouvelle ère pour l'enseignement supérieur et la recherche.

Aujourd'hui, l'enseignement supérieur, la formation et la recherche vont bénéficier de 19 milliards d'euros du grand Emprunt national.

Cet élan, c'est une marque de confiance à l'égard du monde universitaire et de la recherche ; c'est une reconnaissance des enjeux auxquels notre société est confrontée.

Et dans ce contexte, le rôle du Haut Conseil de la Science et de la Technologie se voit naturellement renforcé.

Le rendez-vous de ce matin marque une nouvelle étape dans un engagement collectif que nous devons conduire avec toujours plus d'intelligence.

Le Haut Conseil de la Science et de la Technologie devra rester vigilant à l'endroit des exigences internationales en matière de sciences et de technologie, de telle sorte que nous soyons capables d'anticiper les grandes ruptures scientifiques qui nous attendent.

Pour cela, les vingt personnalités de premier rang, experts scientifiques, technologiques, industriels, français et étrangers qui le composent auront la possibilité, au-delà des commandes du Premier ministre, de s'auto-saisir sur les sujets qu'ils jugeront essentiels pour l'avenir de notre recherche.

Au terme de la loi, le Haut Conseil de la Science et de la Technologie peut désormais être sollicité sur des sujets aussi vastes que déterminants :

- 1° La définition des grands enjeux scientifiques et technologiques ainsi que les priorités nationales en matière de recherche.
- 2° La politique scientifique et technologique de la France aux niveaux communautaire et international ;
- 3° L'organisation du système public de recherche et les grands investissements;
- 4° Les dispositifs favorisant les liens entre recherche et entreprise ;
- 5° Et enfin, les relations entre la recherche et la société, ce qui comprend la diffusion de la culture scientifique.

Pour que notre pays tienne son rang parmi les grandes nations modernes, nous devons tout faire pour que sa croissance et sa prospérité s'appuient toujours davantage sur la recherche et sur l'innovation.

Mais pour que l'engagement des scientifiques vienne s'incarner dans des choix politiques forts, encore faut-il que la voix du savant soit audible et qu'elle soit entendue ! Et c'est tout le sens de l'installation de ce matin.

Je voudrais mentionner notamment deux réflexions qui ont parcouru cette première réunion de travail :

1 : Il nous est apparu que l'une des grandes responsabilités est de rétablir un lien de confiance entre la science et la société, et de mieux articuler la notion de progrès à la complexité des attentes de nos concitoyens.

Et c'est là que la diffusion de la culture scientifique a tout son rôle à jouer, afin de conjurer les peurs irrationnelles, de promouvoir une vision de la science comme source de responsabilité et de liberté, et de rendre plus attractifs les métiers qui lui sont attachés.

2 : Par ailleurs il nous a semblé que le progrès était aussi lié au renforcement de l'interaction entre les disciplines scientifiques, un mouvement qui naturellement place en son cœur les sciences de l'Homme et de la Société.

\*\*

Voilà, mesdames et messieurs, le sens de l'installation de ce conseil. J'ai indiqué ce matin que je l'avais souhaité depuis longtemps et que je ferais tout pour que son fonctionnement le place vraiment au cœur des choix stratégiques qui seront ceux du Gouvernement.